

Fascisme, Gaullisme et prolétariat

— par —
Lucien COLLONGES

L'ALGERIE française est morte définitivement. Des centaines de milliers d'Européens d'Algérie se préparent à passer la Méditerranée.

L'O.A.S. poursuit ses crimes; ce sont les derniers en Algérie au moins. Mais en France, que va-t-elle faire? Beaucoup de ceux que la guerre contre-révolutionnaire en Algérie — aux caractères fascistes évidents — laissa sans réaction sérieuse, commencent à se poser le problème.

La bourgeoisie, la larve à l'œil, mobilise ses secouristes et ses dames patronesses. Il s'agit pour elle d'assimiler le maximum des seigneurs déchus. Et il est vraisemblable que cette opération réussira, qu'amers mais dispersés les « pieds noirs » pour le plus grand nombre retourneront aux médiocres préoccupations du confort familial, au moins dans un premier temps.

Au moins jusqu'au moment où pourra apparaître un mouvement fasciste puissant. Or, sur les cinq à six cent mille Européens d'Algérie qu'il faut s'attendre à voir débarquer, une partie non négligeable ne s'assimilera pas. Ni les

riches terres à bon compte, ni la main-d'œuvre à fort bon marché, ne traverseront les eaux. Pas plus que le « tiers colonial » des fonctionnaires ni la possibilité d'être, pauvre ou riche, de la race des seigneurs. Les officiers exclus de l'armée, les fils désormais promis à l'avenir miteux du petit bourgeois français, les dévoyés de Bab-el-Oued, ne s'intègrent pas.

A l'heure où ses lignes sont écrites, les premières troupes du fascisme débarquent. Nous avons appelé depuis 1955 à l'aide concrète, au soutien direct et indirect du combat du peuple algérien. Nous avons mis en application nos positions, ne regrettant que d'avoir de si faibles moyens face à une tâche si ample et nécessaire.

Aujourd'hui, nous avons le droit de dire que si le soutien à la révolution algérienne doit se poursuivre, un autre combat nous réclame, simultanément. L'O.A.S. va maintenant se transformer, les petits groupes fascistes épars en France se structurer; un mouvement fasciste, pouvant avoir une base de masse, va apparaître.

LE FASCISME, QU'EST-CE QUE C'EST ?

COMBATTE la peste ou le choléra c'est en connaître les causes, les modes de développement de l'infection de manière à les combattre. Le cataplasme sur le ventre et la compresse d'eau froide sur la tête sont tout à fait insuffisants. Or, ce sont bien des remèdes de ce genre que l'on propose. La protestation indignée, le meeting chaleureux ont en eux-mêmes à peu près autant d'effet contre le fascisme que le cataplasme contre le choléra. Au demeurant, chacun ou presque se garde dans le mouvement ouvrier français de montrer ou chercher de quoi il s'agit.

Pour comprendre le fascisme, comment il naît, comment il peut prendre le pouvoir, le mieux est d'essayer de comprendre ce qui s'est passé en Italie, en Allemagne. Sans prétendre, dans le cadre d'un article, étudier cela en détail, reprenons quelques éléments. Dans les deux cas cités qui sont les plus typiques on retrouve toute une série de caractères communs.

Ces deux pays traversèrent, après la première guerre mondiale une période de crise économique endémique, qui elle-même conduisit à une situation de crise politique également chronique.

Grèves générales, révoltes et soulèvements avortés étaient événements courants. Cependant, les couches moyennes se voyaient réduites non au prolétariat mais à la misère, puisqu'aussi bien l'embauche était rare et les ouvriers chômeurs nombreux. C'est de cette masse de petits bourgeois paupérisés, de chômeurs permanents que le fascisme prit sa force, ses troupes et sa doctrine. Chauvins, anti-ouvriers, ces moutons devenus enrégimentés trouvèrent dans l'antisémitisme un anti-capitalisme à leur mesure.

Mais leur victoire ne vint pas de leur anti-capitalisme verbal mais bien au contraire de leur soutien par les cercles du grand capital, monopoles qu'au départ leurs chefs prétendaient combattre.

Dès que le fascisme eût quelque force, il apparut à nombre de patrons petits et grands non comme un gouvernement possible mais comme un moyen de remettre au pas les ouvriers, d'amoinrir leur capacité de luttes politiques et économiques, comme une police supplétive anti-ouvrière.

Mais les moyens classiques de gouvernement bourgeois, démocratie parlementaire ou bonapartisme apparurent dépassés même lorsque ce dernier s'appuya sur les bandes fascistes. Et puis le mouvement ouvrier avait vu ses luttes, cependant grandioses, se solder par des échecs, il ne savait trouver ni la voie de l'unité, encore moins partant celle du pouvoir. Les défaites s'accumulaient.

Dès lors, l'état fasciste, c'est-à-dire la répression moléculaire du mouvement ouvrier, dans chaque usine, chaque immeuble apparaissait possible et nécessaire. Possible car face à un mouvement ouvrier numériquement puissant mais sans perspectives politiques, sans axe de combat dès lors, le fascisme était lui suffisamment développé pour remplir sa tâche. Nécessaire car malgré les faux frais, dus à la rapacité des cliques fascistes et nazies assoiffées de biens et désireux de répartir les bénéfices de l'exploitation, il n'y avait pas d'autre issue.

Les représentants politiques les plus qualifiés du grand capital, portèrent Mussolini et Hitler sur les fonts baptismaux du pouvoir. Les classes ouvrières allemande et italienne furent écrasées.

Pour avoir suivi un chemin un peu différent, dans un pays comme l'Espagne où les couches intermédiaires sont peu développées, où la bourgeoisie elle-même est faible, et l'armée de ce fait joue un grand rôle, le fascisme atteignit le même résultat — l'écrasement de la classe ouvrière mais après seulement que le combat de la classe fut désorganisé, désorienté par ses propres directions.

Pour fixer notre pensée disons schématiquement et de façon incomplète :

- le fascisme naît sur la base d'une crise politique profonde jusqu'à présent apparue du fait d'une crise économique;
- le fascisme est un mouvement de masses petites bourgeoises pour l'essentiel;
- le fascisme, comme tout mouvement politique bourgeois ne vient au pouvoir que si cela correspond aux intérêts de la grande bourgeoisie;
- cette montée au pouvoir n'est possible qu'après une série de défaites partielles du mouvement ouvrier;
- l'Etat fasciste c'est une répression moléculaire de la classe ouvrière.

LE GAULLISME EST UN BONAPARTISME

MAURICE THOREZ et ses amis du Bureau Politique avec leur maniement des idées tout empirique, crièrent au fascisme, lors de l'avènement de de Gaulle, pour d'ailleurs aller serrer la main de M. Chaban-Delmas quelques mois après. Il est maintenant clair pour tous que nous ne sommes pas dans un état fasciste. L'attitude du gouvernement à la fois à l'égard de l'O.A.S. et du mouvement ouvrier dispense d'une analyse pour s'en convaincre. Dès l'abord, il eût suffi, il y a quatre ans, de considérer les conditions mêmes de prise du pouvoir pour s'en persuader. Le grand capital n'avait pas besoin du fascisme, ce qui est déterminant, il n'en avait pas les moyens de surcroît. Une opération de type espagnol n'était pas possible sous peine d'une défaite militaire en Algérie et l'abandon de toute possibilité d'un néo-colonialisme. Et quelle que soit la couleur des chemises dont on les eût revêtus, les quelques centaines de fascistes utilisables en France n'auraient pas tenu le pavé plus d'une demi-journée.

Ce n'est pas un régime fasciste mais ce n'est pas non plus un régime parlementaire. Il existe bien des assemblées mais elles sont à peine plus importantes dans le régime que le Conseil de la Légion d'honneur.

Mais pourquoi ne pas accepter le fait brut sans vouloir à tout prix l'étiqueter ?

N'y aurait-il pas intérêt cependant à répondre à certaines questions : ce régime peut-il insensiblement devenir fasciste ou démocratique? Peut-on compter sur lui pour détruire le fascisme, ou doit-on craindre qu'il attaque le mouvement ouvrier ?

Or la forme de régime aujourd'hui incarné par le gaullisme est loin d'être nouvelle, on connaît ses formes d'évolution. C'est le type de gouvernement baptisé par Marx de bonapartiste. A la fois pour mieux le comprendre et répondre aux questions soulevées plus haut, il est nécessaire de revenir sur les conditions de naissance du gaullisme.

Notre Parti a déjà traité ce problème dans la brochure « Après de Gaulle ? », aussi ne le ferons-nous, à nouveau, que brièvement.

Bien avant mai 1958, nous avons signalé que le grand capital avait besoin d'un « Etat fort » que ne pouvait lui fournir le régime parlementaire.

En effet, la concurrence économique accrue en Europe et dans l'ensemble du monde exigeait une diminution des prix de revient. Les monopoles avaient accompli en France un programme de modernisation considérable aboutissant à une productivité très efficace par rapport à leurs concurrents établis dans d'autres pays. Mais ils se trouvaient désavantagés par le coût de la force de travail c'est-à-dire à la fois par leurs difficultés à résister aux revendications ouvrières et par les marges laissées aux commerçants et à la paysannerie.

Par ailleurs, le niveau technique atteint dans la production industrielle exige d'énormes unités. La lutte contre les concurrents réclame de ce fait un marché national accru.

Or la démocratie parlementaire n'est que le gouvernement des monopoles mais assis sur une large clientèle électorale petite-bourgeoise. La III^e et IV^e Républiques avaient donc systématiquement protégé, artificiellement maintenu ces couches à cette fin. Un tel système devenait impossible car il s'agissait en effet à court terme de diminuer le pouvoir d'achat ouvrier pour financer de nouveaux investissements, à échéance moins immédiate, de diminuer les marges globales de distribution et le coût des aliments.

Toute cette politique est très évidente aujourd'hui; elle signifiait la disparition de la démocratie parlementaire bourgeoise et la construction d'un nouveau régime dont la base sociale est très étroite et la force faite essentiellement des faiblesses des antagonistes, de leur équilibre aussi. En d'autres temps, le gaullisme aurait trouvé sa force essentielle dans l'armée et la police, ses corps répressifs étaient trop malades pour jouer à ce moment un tel rôle. Ceci explique que, face à l'O.A.S. de Gaulle ait eu besoin d'un mouvement ouvrier assez actif, sans être menaçant.

Nous avons là quelques éléments qui nous permettent de répondre aux questions posées.

LE GAULLISME PEUT-IL SE TRANSFORMER INSENSIBLEMENT EN FASCISME ?

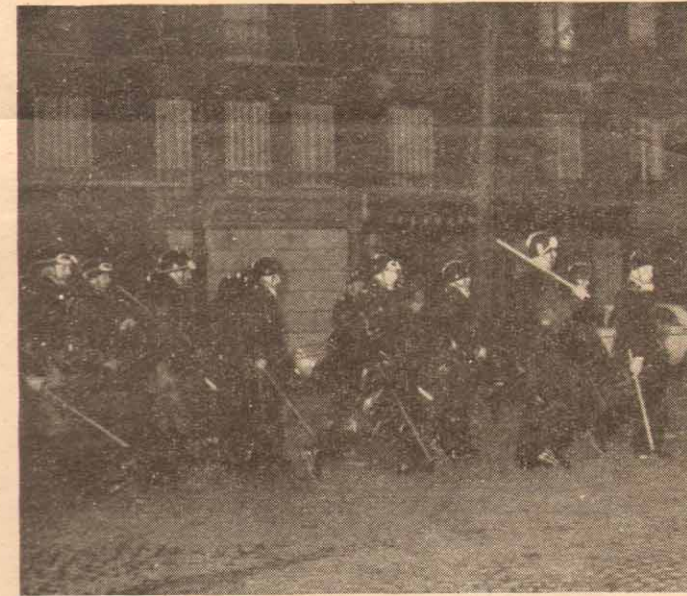
NOUS ne le croyons pas. Y a-t-il une situation de crise grave et profonde qui justifierait un écrasement de la classe ouvrière ?

De surcroît, serait-il possible d'utiliser l'armée pour une telle tâche, une armée où les appelés constituent une large partie des effectifs. Quand au mouvement fasciste, s'il devrait se développer nous sommes loin du niveau d'organisation qui serait nécessaire pour une telle entreprise.

Et si de Gaulle meurt — demandent certains — ne peut-on avoir un putsch ?

Le régime qui aujourd'hui correspond aux intérêts et aux possibilités de la bourgeoisie, c'est le bonapartisme. Il n'est certes pas facile de trouver un Bonaparte en bon état de marche, avec suffisamment de compréhension des problèmes de la grande bourgeoisie et un prestige personnel. Et nous nous garderons bien d'établir une liste des possibles, ce n'est pas exactement notre problème.

Mais il nous faut insister sur le fait que l'armée française même restant une force politique n'aura jamais le degré d'autonomie qu'acquiescent ses homologues des pays sous-développés, où les classes sociales fondamentales prolétariat et bourgeoisie sont faibles et pas structurées.



Scène de la vie quotidienne

PEUT-ON COMPTER SUR DE GAULLE POUR DETRUIRE LE FASCISME ?

ON pourrait poser autrement la question : peut-on compter sur de Gaulle pour changer les conditions qui favorisent un mouvement fasciste en France. C'est du système capitaliste même que naissent ces masses petites bourgeoises affolées. De Gaulle a certes fait une certaine paix avec l'Algérie, il restera, nous l'avons vu, plusieurs milliers d'« inassimilables ». Et la politique même du grand capital va créer des couches flottantes d'épiciers ruinés, de paysans sans terre.

Par ailleurs, contre un mouvement ouvrier qui retrouve, lentement, quelque ardeur le régime bonapartiste utilisera le mouvement fasciste comme contre-poids politique et laissera se développer les commandos nazis. Enfin, la police et les officiers oublieront bien vite quelques plasticages malencontreux pour reconnaître dans les fascistes des alliés naturels.

Et même sur le plan économique les récentes alarmes de Wall-Street montrent bien que si les crises cycliques — temporairement au moins — ont disparu, cela ne signifie nullement que le capitalisme ait surmonté toute crise économique. Nous ne sommes point si sûrs que les prochaines années ne montreront une stagnation de l'économie capitaliste. Tout ceci peut conduire le bonapartisme de de Gaulle à finir là où Napoléon III a commencé, par la répression.

Sans attendre le développement vraisemblable des offensives ouvrières portera le régime à recourir à la répression. L'arsenal juridique mis en place au début du régime trouverait alors son application, les policiers du 18^e et de Noisy-le-Sec leur apothéose.